

Le forum de Rabat, novembre 2005

“Secteur forestier méditerranéen et développement durable : défis, politiques et gouvernance”

**Discours d'introduction
de Guillaume BENOIT,
directeur du Plan Bleu**

En novembre 2005 un séminaire a été organisé à Rabat, par le Plan Bleu¹, à la demande de Silva mediterranea², avec l'appui du Haut Commissariat marocain aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification³. D'un commun accord entre le Plan Bleu, Silva mediterranea, l'Association Internationale Forêts Méditerranéennes⁴ et Forêt Méditerranéenne, il a été convenu que la revue Forêt Méditerranéenne publierait dans des numéros successifs quelques textes parmi les plus marquants présentés lors de ce séminaire. Déjà, un premier article a été publié dans le Tome XXVII, n°4, décembre 2006, de notre revue, il s'agissait d'une communication de Jean de Montgolfier. Nous vous livrons ici, outre le discours introductif de Guillaume Benoit, qui présente le cadre général et les objectifs de ce Forum, deux autres articles, dont la synthèse du Forum.

“ Monsieur le Haut-Commissaire,
Messieurs les représentants de la FAO,
Monsieur le représentant de la France,
Mesdames et Messieurs,

Le Plan Bleu organise aujourd’hui, avec le Haut Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification, un forum régional sur le thème « Secteur forestier méditerranéen et développement durable : défis, politiques et gouvernance ».

Nous tenons tout d’abord à exprimer notre profonde gratitude aux autorités marocaines. Le Haut Commissariat a en effet, non seulement immédiatement proposé d’accueillir cet événement, mais il a aussi mobilisé d’importantes ressources humaines et financières pour l’organiser.

Nos remerciements vont aussi à la France, qui a principalement financé cette activité de partenariat entre la FAO et le Plan Bleu et permis, ainsi, de donner une première suite concrète aux décisions prises fin 2002 par le comité Silva Mediterranea. J’espère qu’au vu des résultats de ces journées, elle continuera à nous apporter son soutien et aussi que d’autres pays et organisations internationales intervenant en Méditerranée viendront la rejoindre pour construire la suite.

Je souhaite enfin remercier par avance les participants qui ne manqueront pas, j’en suis sûr, de donner un contenu dense et profitable aux travaux du forum.

La Méditerranée est à la fois une zone d’interdépendances et de fracture Nord/Sud et une écorégion fragile, dont le développement, qui repose largement sur l’environnement, est lourdement affecté et menacé par les dégradations qui lui sont actuellement causées. Soit elle inventera et mettra en œuvre de nouvelles méthodes de gestion et

de coopération pour devenir un exemple de développement durable, soit elle risque bien d'accroître tragiquement l'instabilité mondiale.

Le coût annuel des dégradations environnementales a pu être récemment chiffré entre 3 et 5,5% du PIB dans plusieurs pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, dont une bonne part est due à la dégradation des sols et de la végétation. En partie consécutive à la pauvreté rurale, la dégradation contribue en retour à l'aggraver. Ses conséquences en termes de pertes de biodiversité et d'envasement des retenues, sont largement irréversibles et gravissimes. Sauf renforcement et meilleure efficacité des politiques de lutte contre l'érosion et de développement rural durable, l'ère de l'après-barrages a toutes chances de commencer avant la fin de ce siècle dans le Sud et l'Est méditerranéens. On ose encore à peine en imaginer les conséquences pour nos sociétés et nos économies.

La croissance de la vulnérabilité aux risques naturels est une autre cause d'inquiétude. Avec le changement climatique, le recul de l'agriculture et le déficit de gestion de l'espace rural et naturel au Nord et les constructions qui se sont multipliées dans les zones à risques, la vulnérabilité aux risques feux et inondations s'est accrue. Les dramatiques feux de forêts du Var, il y a trois ans, et surtout ceux du Portugal cet été, sont venus nous le rappeler.

Les forestiers méditerranéens n'ont pas attendu que le concept de développement durable devienne à la mode pour se préoccuper du long terme. Ils ont été aussi les précurseurs de la coopération méditerranéenne en créant Silva Mediterranea dès 1922. Ils peuvent aujourd'hui, alors que le développement durable est une préoccupation qui monte dans l'agenda politique, contribuer à initier de nouvelles politiques et méthodes d'action conformes aux principes de Rio et réaffirmer et faire évoluer leur rôle au service de l'ensemble de la société.

Administrations chargées de la préservation des espaces boisés, mais aussi administrations en contact étroit avec les populations rurales, dont beaucoup vivent des ressources pastorales et forestières, notamment en montagne, les corps forestiers ont en effet pris conscience de la nécessité de mieux associer ces populations et les autres usagers des forêts aux aménagements et à la gestion. Des solutions concrètes et concrètes, visant à améliorer le bien-être des

populations et à mieux concilier le développement économique, la réduction des risques et la préservation des ressources vitales, sont actuellement recherchées et expérimentées sur les deux rives. Même si les succès ne sont souvent encore que partiels, il est important de les repérer, de les discuter et de les faire connaître.

Alors que les approches sectorielles, descendantes et mal intégrées, sont encore très présentes, il me semble que les forestiers méditerranéens, forts de leurs expériences, sont ainsi en mesure de montrer le chemin et d'inciter à des réorientations au bénéfice de véritables démarches de développement territorial durable. Je souhaite donc que ce forum soit l'occasion de :

- rassembler des exemples de bonnes pratiques,
- mettre en débat les mécanismes et outils nécessaires au changement, ainsi, bien sûr, que les progrès qui restent à réaliser,
- montrer ainsi les capacités des forestiers méditerranéens à relever les défis du temps.

Mesdames et Messieurs,

Je souhaiterais, pour conclure, souligner l'intérêt des démarches prospectives, qu'elles soient régionales, nationales ou locales. Celles-ci aident en effet à alerter sur la croissance des risques, mais aussi à se construire des visions partagées et des stratégies d'action collectives. Le Plan Bleu publie son nouveau rapport sur l'environnement et le développement à l'horizon 2025. Une Stratégie méditerranéenne cadre pour le développement durable vient d'être adoptée par les Parties à la Convention de Barcelone et figure dans le projet de déclaration du prochain sommet euro-méditerranéen. Les pays se sont engagés, au Sommet de Johannesburg, à élaborer des stratégies nationales de développement durable. Alors, le temps n'est-il pas venu de se redonner une forte ambition méditerranéenne pour la composante forestière du développement durable ? Le Programme d'action forestier méditerranéen (PAF Med), adopté en 1993, précisait d'ailleurs qu'il devrait, ainsi que les programmes nationaux qu'il devait aider à formuler, s'harmoniser avec d'autres stratégies et programmes de développement.

Je forme donc des voeux pour que ces journées soient l'occasion de réfléchir ensemble aux suites qui doivent leur être données.

Je vous remercie."

G.B.